



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE



SOMMAIRE

- p.2 Un dynamisme démographique qui s'affaiblit d'année en année
- p.3 Une économie stable
- p.4 Une reprise modérée de l'emploi
- p.5 Le profil des emplois (DADS 2016)
- p.6 Une offre d'emploi diffusée sur deux se répartit sur trois domaines professionnels
- p.7 Un accroissement du potentiel d'emploi
- p.8 La durée des embauches - les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoin en Main d'Œuvre 2018
- p.9 Les difficultés de recrutement et les métiers en tension en région
- p.10 Un marché du travail moins fortement dégradé
- p.11 La demande d'emploi des hommes âgés de 25 à 49 ans en baisse - Selon les chiffres de la demande d'emploi de longue durée, l'enlèvement au chômage perdure
- p.12-13 Les mutations du marché du travail - Le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi - L'employabilité des demandeurs d'emploi selon le domaine recherché
- p.14 Les mobilités géographiques et professionnelles des demandeurs d'emploi
- p.15 En résumé...
- p.16 Avertissements et définitions
- p.17 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Les chiffres clés du territoire :

- **2 043 900** habitants au 1^{er} janvier 2018
- **216 700** établissements actifs au 31 décembre 2015
- **810 000** salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2018
- **244 800** offres diffusées sur le site de www.pole-emploi.fr de juillet 2017 à juin 2018
- **11%** de taux de chômage au 2^e trimestre 2018
- **223 600** demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2018, dont 49% des demandeurs d'emploi indemnisés
- **208 000** demandeurs d'emploi inscrits catégories en A, B et C au 2^e trimestre 2018, dont 19% de bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 21% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique qui s'affaiblit d'année en année

Au 1^{er} janvier 2018, le nombre d'habitants de la région dépasse les 2 millions (3^e département le plus peuplé de France métropolitaine) [cf. **Tableau 1**]. La densité de population est de 396 habitants au km² (118 km² pour FM⁽¹⁾).

Autrefois dynamique sur le plan démographique, le département affiche un rythme de progression ralenti ces dernières années. Il est passé de +0.7% en moyenne par an entre 1999 à 2008 (+0.6% FM) à +0.4% en moyenne par an entre 2010 et 2015 (+0.5% FM). Ce faible accroissement est essentiellement dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès).

Au 1^{er} janvier 2018, les moins de 25 ans ont la même proportion au sein du département qu'en France métropolitaine, ils représentent 30% de la population.

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2018

	Nombre d'habitants		Poids	
	France	Bouches-du-Rhône	France	Bouches-du-Rhône
Hommes	31 500 300	980 600	48%	48%
Femmes	33 517 800	1 063 400	52%	52%
- 25 ans	19 329 400	609 700	30%	30%
25-49 ans	20 312 300	637 300	31%	31%
50 ans & +	25 376 400	797 000	39%	39%
Ensemble	65 018 100	2 043 900	100%	100%

Source: INSEE, Recensement de la population

Les 50 ans et plus ont une part identique dans le département (39%) à celle de France métropolitaine (dont 19% pour les plus de 65 ans). La population des Bouches-du-Rhône reste la plus jeune parmi les départements en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2015

	Nombre d'actifs		Poids	
	France	Bouches-du-Rhône	France	Bouches-du-Rhône
15-24 ans	3 162 700	91 300	11%	10%
25-54 ans	22 494 500	668 200	75%	75%
55-64 ans	4 256 300	129 300	14%	15%
Ensemble	29 913 500	888 900	100%	100%

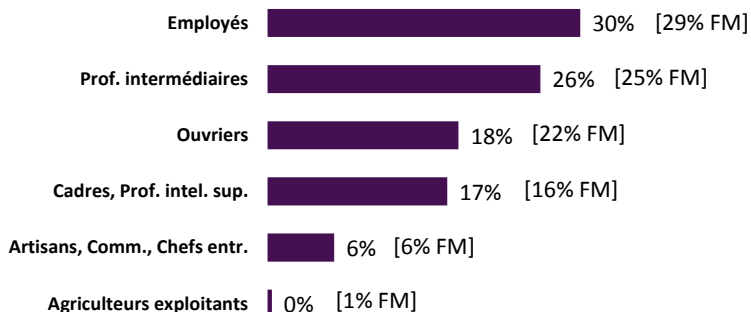
Source: INSEE, Recensement de la population

La population active continue à progresser entre 2010 et 2015 : davantage de cadres et professions intellectuelles supérieures (+1.1 pt), d'artisans, commerçants, chefs entreprises (+0.2 pt), et moins d'ouvriers et d'employés (-0,9 pt et -0.6 pt).

Les agriculteurs exploitants et les professions intermédiaires régressent légèrement (-0.1 pt) [cf. **Graphique 1**].

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2015



Source: INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)
- [«Atlas régional – PACA parmi les nouvelles régions françaises » \(INSEE N°4 Juin 2016\)](#)

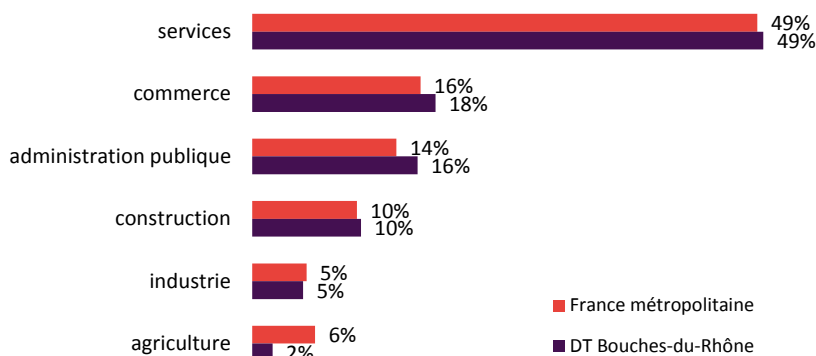
⁽¹⁾ FM = France métropolitaine

Une économie stable

Fin 2015, 216 700 établissements composent le tissu productif départemental, soit 3% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Ce nombre reste stable par rapport à fin 2014. L'économie départementale est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est toujours supérieur à celui de France métropolitaine (73% contre 71%) [cf. Graphique 2]. Le département est la 2^e destination touristique nationale après celui des Alpes-Maritimes. 5% des emplois du département sont directement liés au tourisme (4% FM). L'enquête Besoins en Main d'œuvre (BMO) de Pôle emploi confirme la saisonnalité du secteur du commerce avec 35% de projets de recrutements saisonniers, exprimés par les entreprises en 2018 (33% au national).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2015

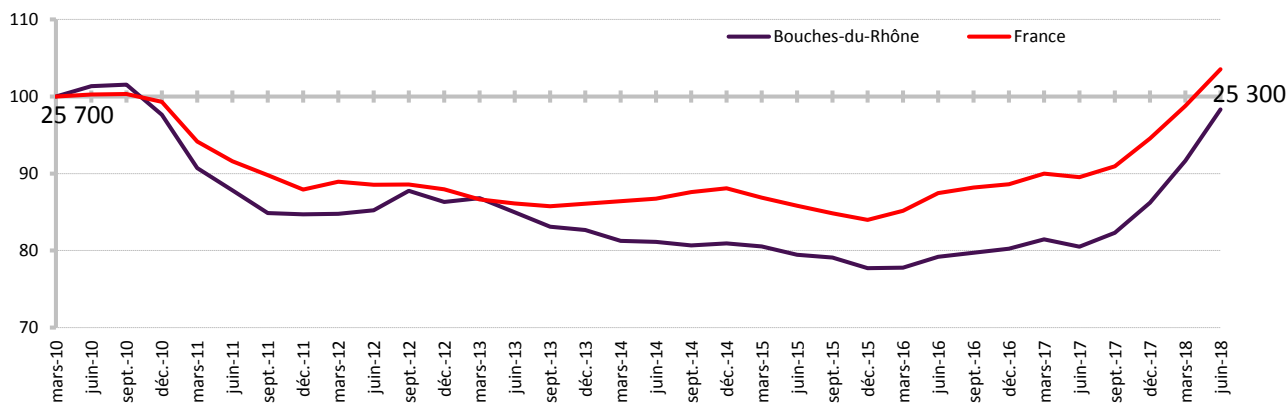


Source: INSEE, Connaissance Locale de l'Appareil Productif (CLAP)

Le tissu économique départemental est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (95% contre 94% FM). Le taux de création d'entreprise est de 13% en 2015 (12% FM). À fin juin 2018, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente de +39% dans les Bouches-du-Rhône (+25% FM) et le volume global de création d'entreprise atteint son plus haut niveau depuis début 2011, soit une hausse de +22% sur un an. Ce pic de croissance national et départemental découle notamment d'un contexte politique plus lisible avec des projets tel que la loi PACTE [cf. Graphique 3]. Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -11%, (-7% FM), pour s'établir à 2 100 dans le département.

Graphique 3

Évolution du cumul 12 mois glissants des créations d'entreprises - indice base 100 au 31 mars 2010



Source: INSEE, répertoire des entreprises et des établissements (Sirene).

Une reprise modérée de l'emploi

À fin juin 2018, 810 000 personnes sont salariées dans les Bouches-du-Rhône, que leur employeur soit privé ou public. Au niveau du secteur public, l'INSEE a révélé que 174 000 salariés (dont 2 400 contrats aidés) travaillaient dans la fonction publique dans le département fin 2011, soit 21% de l'emploi total (20% FM).

Tableau 3

Embauches (nouvelles entrées + reconduction) en contrat aidé, hors contrat de génération

	Cumul de janvier à juin 2018	
	France	Bouches-du-Rhône
Contrats uniques d'insertion	51 900	3 300
dont non marchand (CAE/PEC)	51 600	3 300
dont marchand (CIE)	300	0
Contrats d'apprentissage	47 500	1 200

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 3 300 embauches en Parcours Emploi Compétentes (PEC) ont été contractées à fin juin 2018 dans les Bouches-du-Rhône [cf. Tableau 3].

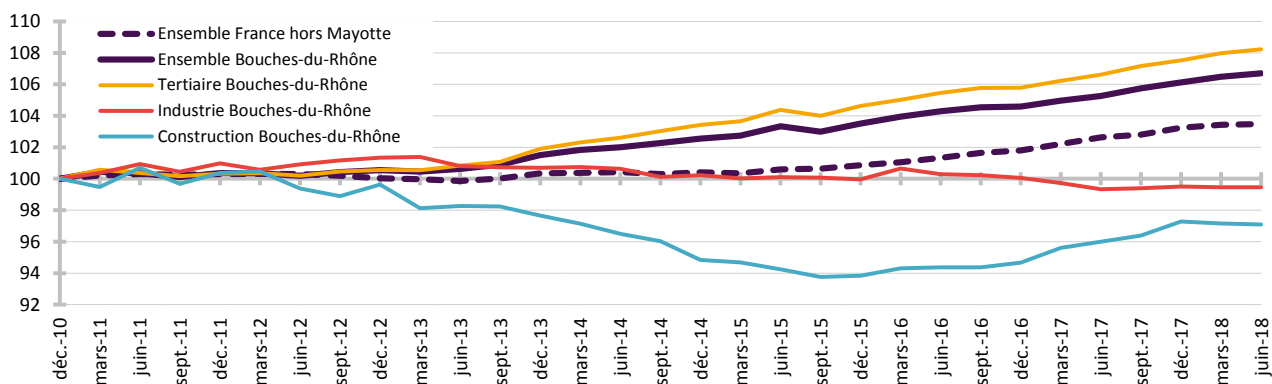
Source: DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Au sein du département, le nombre de salariés a peu varié entre 2010 et 2013 et reprend de la force depuis. Ce nombre augmente de +1.4% par rapport à fin juin 2017 (+0.8% France Hors Mayotte) [cf. Graphique 4].

Le secteur de l'industrie a perdu des emplois jusqu'en juin 2017 pour en récupérer par la suite (+0.1% entre juin 2017 et juin 2018). Par ailleurs, le secteur de la construction gagne des postes durant l'année 2017 mais il en perd sur les deux premiers trimestres de l'année 2018 (+1.1% entre juin 2017 et juin 2018). Le secteur tertiaire, quant à lui, n'ayant été que faiblement impacté par la crise économique, continue à générer des emplois supplémentaires (+1.5% entre juin 2017 et juin 2018). Le recours à l'intérim perdure depuis juin 2015 (+10.3% entre juin 2017 et juin 2018). Ainsi, sur un an, l'ensemble des secteurs d'activité présente une hausse du nombre de salariés.

Graphique 4

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2010 = 100)



Source: Estimations d'emploi trimestrielles ACOSS-URSSAF, DARES, INSEE

EN SAVOIR PLUS

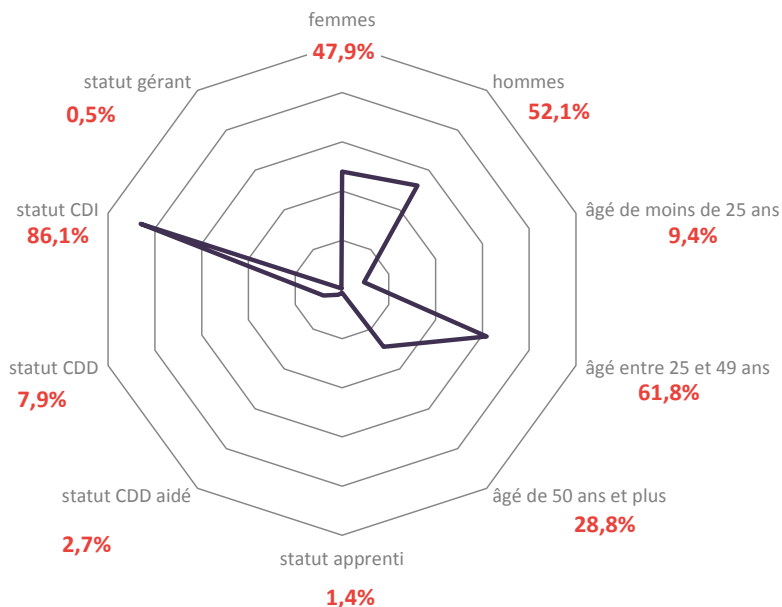
- [Les indicateurs clés de la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



Le profil des emplois DADS 2016 (Déclaration Annuelle de Données Sociales)

Graphique 5

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 612 200 personnes étaient salariées dans les Bouches-du-Rhône, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans, en CDI.

34% des femmes travaillent à temps partiel, contre 11% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur de du département en NACE 700. Viennent ensuite les sous-secteurs des « activités de services administratifs et de soutien » et de la « santé humaine et action sociale » [cf. Tableau 5].

Tableau 4

Répartition du temps de travail par sexe

	femmes	hommes	ensemble
quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
quotité de travail de 75% et plus	11%	2%	6%
temps plein	66%	89%	78%

Source: DADS

Tableau 5

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	83 300	14%
Nettoyage courant des bâtiments	17 700	3%
Activités hospitalières	15 500	3%
Ingénierie, études techniques	14 800	2%
Restauration traditionnelle	10 200	2%
Construction aéronautique et spatiale	10 000	2%
Autres intermédiations monétaires	9 500	2%
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	9 400	2%
Aide à domicile	9 300	2%
Hypermarchés	8 400	1%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	612 200	100%

Source: DADS

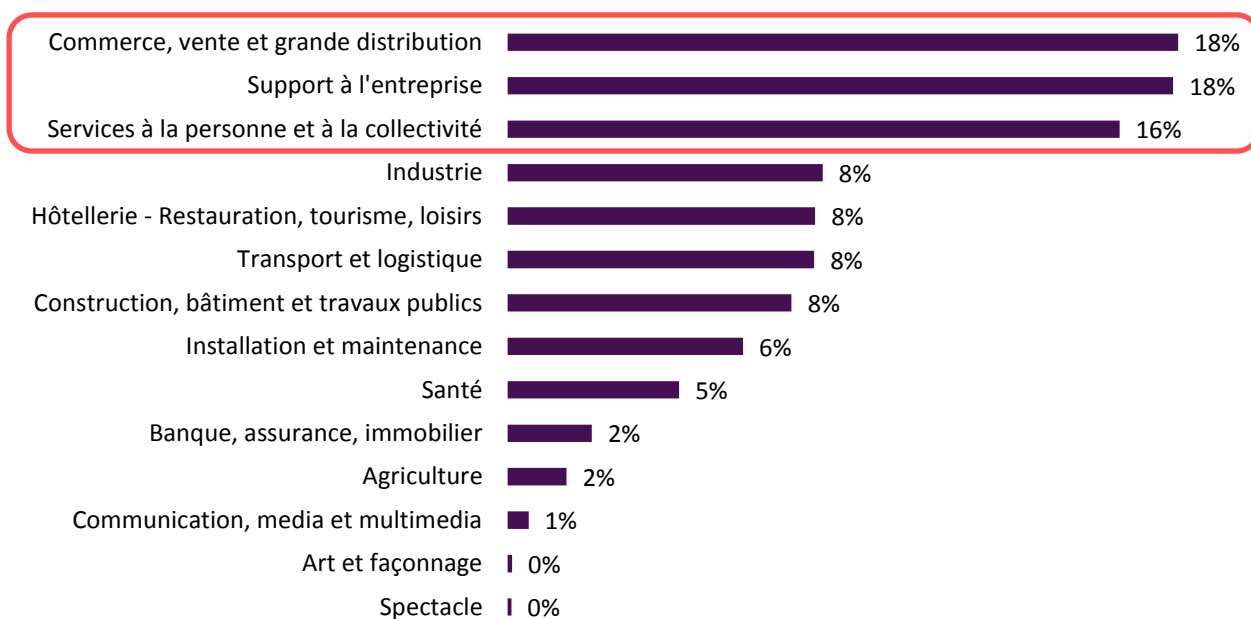
Une offre d'emploi diffusée sur deux se répartit sur trois domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2017 à juin 2018, 244 800 offres d'emploi nouvelles ont été diffusées sur le site de Pôle emploi au sein du département. 57% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 43% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du commerce et du support à l'entreprise enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 18% chacun. Les services à la personne et à la collectivité suivent avec 16% d'offres d'emploi diffusées [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2017 à juin 2018



Source: Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées) et ceux recherchés par les demandeurs d'emploi

Classement Offres diffusées (cumul 12 mois glissants)	Volume	Classement DEFM toutes catégories (en moyenne sur 12 mois glissants)	Volume
K1303 Assistance auprès d'enfants	12 209	K2204 Nettoyage de locaux	9 849
M1203 Comptabilité	7 994	K1303 Assistance auprès d'enfants	8 096
D1102 Boulangerie - viennoiserie	7 841	K1304 Services domestiques	6 146
M1805 Études et développement informatique	7 175	M1607 Secrétariat	6 122
N1103 Magasinage et préparation de commandes	5 980	D1214 Vente en habillement et accessoires de la personne	6 049

Source: Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes, STMT

NB : Le nombre d'offres diffusées et le nombre de demandeurs d'emploi pour ces 5 métiers représentent respectivement 17% et 16% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Étude sur les 54 métiers en tension structurelle en région \(ORM, Pôle emploi, Direccte, Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur\)](#)



Un accroissement du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi, à travers les Déclarations Préalables À l'Embauche (DPAE), confirme un contexte favorable. En effet, à fin juin 2018, le nombre de déclarations d'embauche sur le premier semestre augmente de +7% sur un an et s'établit à 792 000 unités. En clair, le nombre d'effectifs salariés recensés à la fin du 2^e trimestre 2018 augmente et cette tendance peut être due à de la création nette d'emploi sur la période.

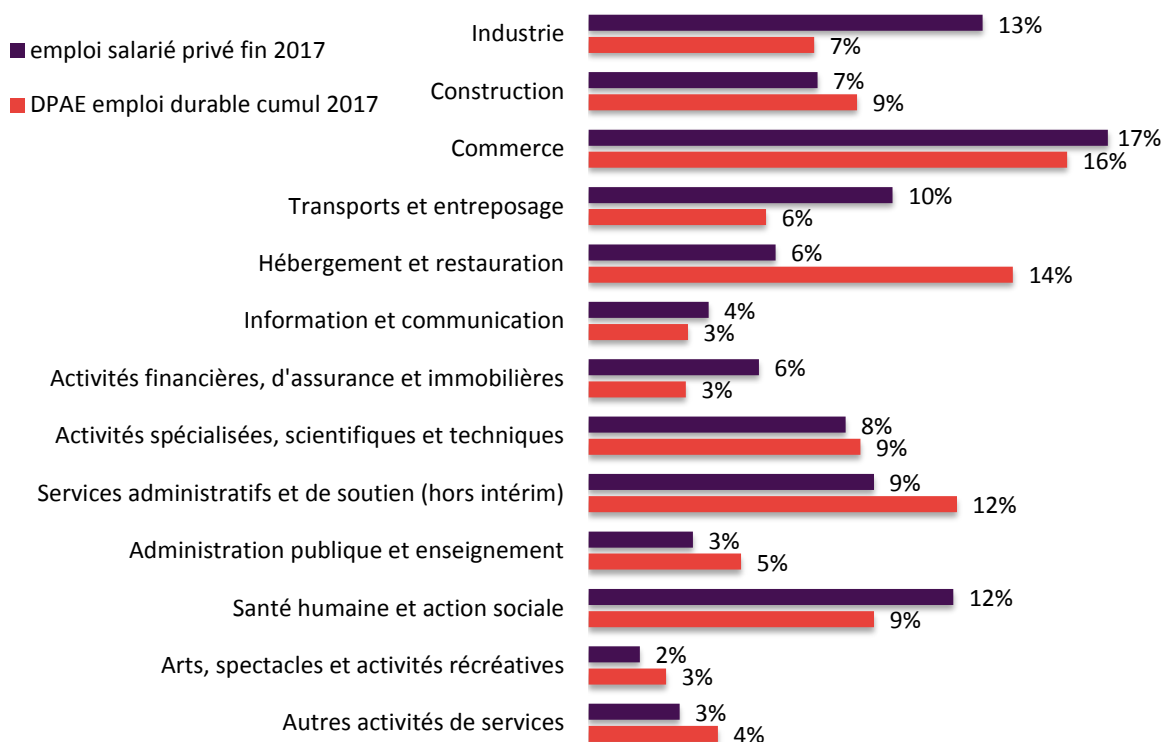
Par ailleurs, l'ACOSS fournit une statistique de l'emploi salarié privé à un niveau plus fin, par secteur d'activité, par an (fin 2017) et par commune. Les missions intérimaires représentent toujours près de deux DPAE sur cinq en 2018, cependant le secteur utilisateur est inconnu. De plus, pour qu'une DPAE ait un effet sur l'emploi, il est intéressant de distinguer celles dont l'emploi est durable, i.e. d'une durée de plus de six mois (11% de l'ensemble). Ces deux grandeurs permettent d'identifier les secteurs porteurs. L'emploi salarié privé indique dans quels secteurs les travailleurs occupent un emploi à la fin de l'année, tandis que les DPAE mettent en lumière les secteurs qui ont recruté un emploi durable au cours de l'année.

Les secteurs qui ont employé davantage de salariés à fin 2017 par rapport à fin 2016 (en contribution) sont les services administratifs et de soutien (+4%) et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+3.3%). Plus généralement, seulement quelques secteurs connaissent des pertes d'emploi de faible amplitude.

Le nombre de DPAE d'emploi durable a augmenté entre 2016 et 2017, de l'ordre de +26%, et se chiffre à 181 800 pour l'année 2017. Les secteurs des services administratifs et de soutien et de l'hébergement et restauration sont les secteurs qui ont le plus embauché en 2017 par rapport à l'année 2016 [cf. Graphique 7].

Graphique 7

Répartition des DPAE emploi durable et des effectifs salariés privés hors intérim par secteur d'activité (période d'observation année 2017)



Source: ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)

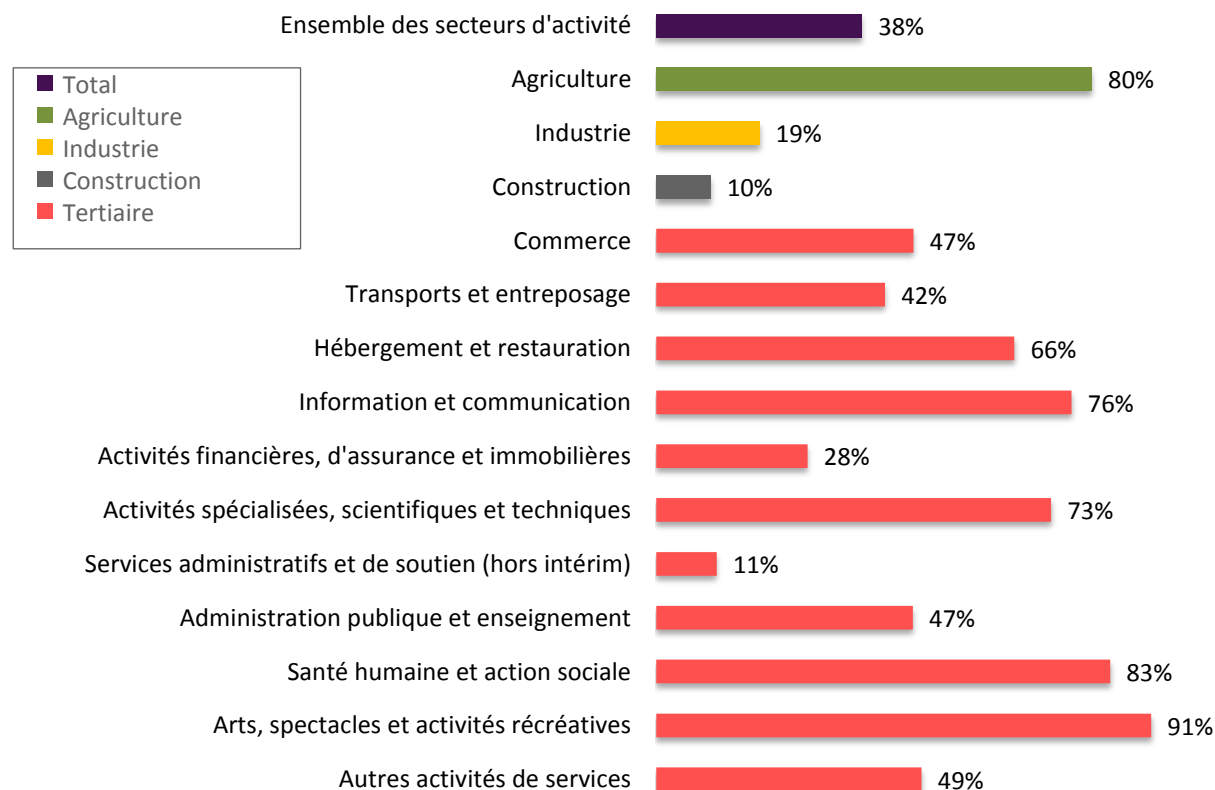


La durée des embauches

Quatre DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, le spectacle et l'hébergement restauration. À noter que les industries et les entreprises de la construction embauchent majoritairement en contrat supérieur à un mois.

Graphique 8

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2017 – juin 2018)



Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2018

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2018 progressent de +9% par rapport à 2017, et représentent 84 400 embauches potentielles. Ce sont ainsi 6 700 projets de recrutement supplémentaires qui sont comptabilisés cette année. La proportion d'établissements envisageant de recruter en 2018 est significativement supérieure à celle de la campagne précédente. Selon le CREDOC, c'est le signe d'une embellie confirmée pour l'économie, ce qui entraîne mécaniquement une augmentation importante du nombre de projets d'embauche. La hausse des intentions de recrutement pour 2018 est toujours liée à la progression du nombre de projets à caractère non saisonnier (+11%), et dans une moindre mesure saisonnier (+4%). Les Bouches-du-Rhône sont parmi les départements les plus dynamiques et se situe au 2^e rang au niveau national en nombre d'intentions (soit une part de 4%, derrière Paris à 6%).

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête BMO 2018 en région Provence Alpes Côte d'Azur \(24 documents\)](#)
- [Requêteur de données enquête BMO 2018 \(pole-emploi.org\)](#)



Les difficultés de recrutement et les métiers en tension dans les Bouches-du-Rhône

Parmi les projets de recrutement déclarés par les employeurs dans l'enquête Besoins en Main d'œuvre (BMO) pour l'année 2018, 48% sont jugés difficiles par les employeurs [cf. Tableau 7] .

Tableau 7

Top 10 des métiers difficiles à recruter dans les intentions d'embauche

Métier FAP	Part de difficulté
1 Aides à domicile et aides ménagères	90%
2 Télévendeurs	82%
3 Conducteurs de véhicules légers (taxis, ambulances...)	78%
4 Assistantes maternelles	76%
5 Sportifs et animateurs sportifs (encadrants)	75%
6 Ouvriers non qualifiés du textile et du cuir (y compris blanchisserie industrielle)	74%
7 Coiffeurs, esthéticiens, hydrothérapeutes	74%
8 Conducteurs routiers et grands routiers	74%
9 Employés de maison et personnels de ménage	72%
10 Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et de l'environnement	71%
Ensemble du territoire	48%
Ensemble de la France métropolitaine	44%

Source: Besoins en main d'œuvre 2018

Pour le calcul des métiers en tension [cf. Tableau 8], afin d'exclure la saisonnalité et la précarité prégnantes dans certains métiers, la méthodologie a été enrichie de deux critères :

- La part de saisonnalité dans les intentions d'embauche BMO doit être inférieure à la moyenne régionale,
- La part des emplois durables dans les offres d'emploi diffusées doit être supérieure à la moyenne régionale.

Tableau 8

Top 10 des métiers en tension conjoncturelle dans les offres d'emploi

Métier ROME	Nombre d'offres d'emploi	Part des contrats durables
1 K1303 Assistance auprès d'enfants	12 209	76%
2 M1203 Comptabilité	7 994	80%
3 D1102 Boulangerie - viennoiserie	7 841	90%
4 M1805 Études et développement informatique	7 175	97%
5 K1304 Services domestiques	5 194	86%
6 D1401 Assistanat commercial	5 144	73%
7 K1302 Assistance auprès d'adultes	4 379	92%
8 I1604 Mécanique automobile	2 857	68%
9 I1304 Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploit.	2 807	75%
10 D1407 Relation technico-commerciale	2 788	95%
Ensemble du territoire	244 785	61%
Ensemble de la France entière	7 176 801	60%

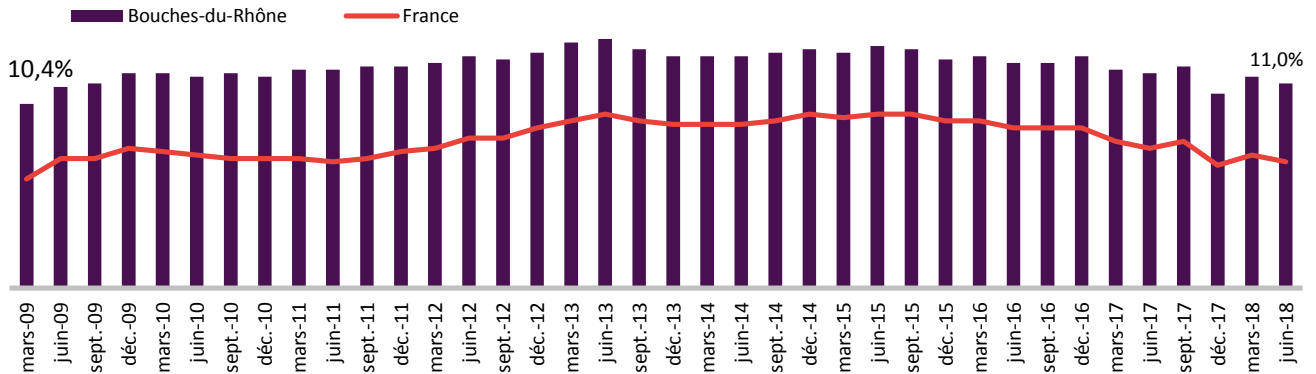
Source: Voir page avertissements et définitions

Un marché du travail moins fortement dégradé

Les Bouches-du-Rhône restent dans le quart des départements qui ont les taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine. Malgré une amélioration de -0.3 point sur un an, le taux de chômage départemental s'établit au 2^e trimestre 2017 à 11%, un taux toujours supérieur à celui du national (8.7%). L'écart avec le niveau national a été stable entre le 4^e trimestre 2013 et le 3^e trimestre 2016 (1.9 points en moyenne), pour atteindre un écart de 2,3 points au 2^e trimestre 2018. Il reste inférieur au maximum constaté lors des années 1998 à 1999 (5.4 points). Le taux de chômage départemental reprend une valeur équivalente à celle de septembre 2009 (début 2012 pour FM) [cf. Graphique 9].

Graphique 9

Taux de chômage localisé



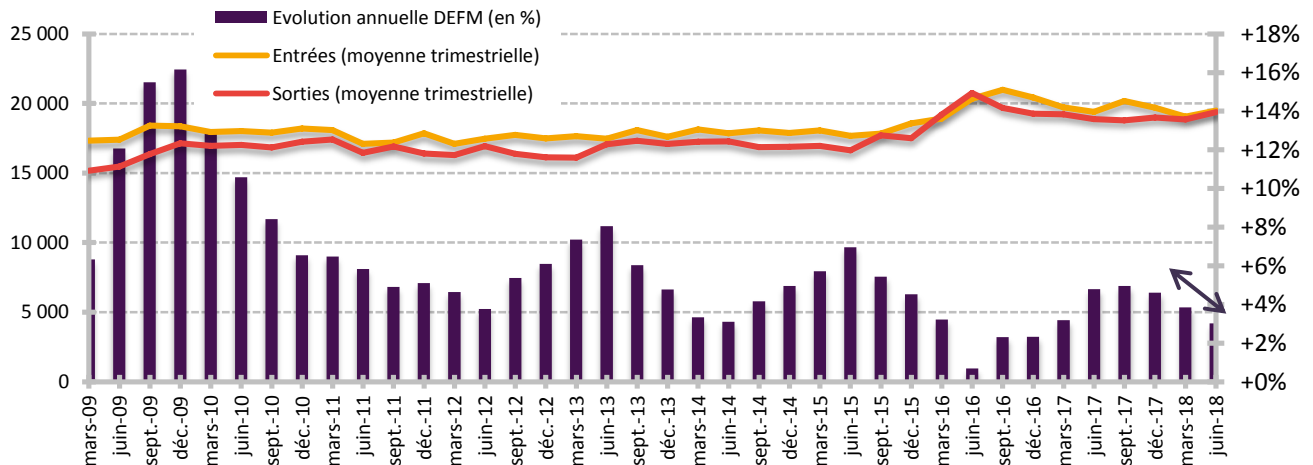
Source: INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi ne diminue pas, il progresse moins fortement, chaque année, depuis début 2016 (hausse inférieure à +5%) [cf. Graphique 10]. Ainsi, la hausse pour les catégories ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles) est de +3% dans les Bouches-du-Rhône entre juin 2017 et juin 2018 (+1.0% FM).

L'écart entre les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi s'est réduit pour se compenser en 2018. À fin juin 2018, 6 100 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés dans le département par rapport à juin 2017, au sein des catégories ABC, atteignant les 208 000.

Graphique 10

Évolution annuelle de la DEFM cat. ABC, cumul des entrées et des sorties



Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d'emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



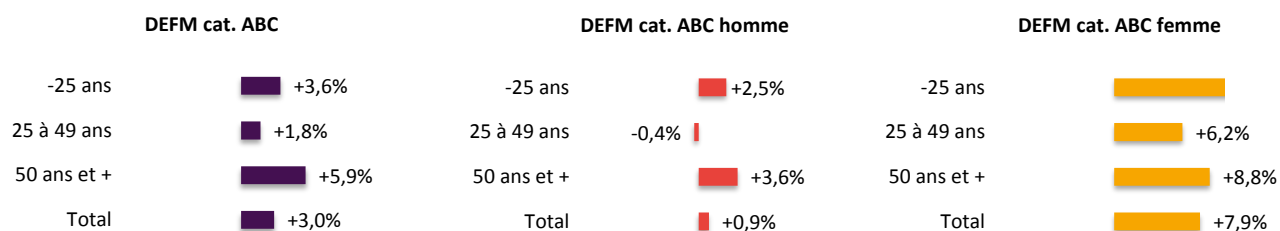
La demande d'emploi des hommes âgés de 25 à 49 ans en baisse

Depuis ces dernières années, la population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans a connu des variations modérées. Si la situation s'est améliorée pour ce public sur le premier semestre 2016, depuis le deuxième semestre 2016, il augmente avec une évolution annuelle de +3.6% à fin juin 2018. Cela porte leur nombre à 25 900. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (12%) dans la demande d'emploi (13% FM).

Concernant les seniors, depuis le début de l'année en cours, leur nombre a augmenté de plus de +7% par an en moyenne. Leur progression est toujours linéaire. Leur poids dans la demande d'emploi cat. ABC s'établit au 2^e trimestre 2018 à 25% (25% FM). 52 600 personnes âgées de 50 ans et plus sont recensées dans la DEFM cat. ABC, soit 2 900 de plus en un an [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2018 - juin 2017) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

Selon les chiffres de la demande d'emploi de longue durée, l'enlisement au chômage perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a augmenté de plus de la moitié en six ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 50 400 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2018, soit 24% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2^e trimestre 2018 se maintenait dans les Bouches-du-Rhône, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit près de 13 mois consécutifs à Pôle emploi (386 jours). Sur un an, cet indicateur s'améliore de 23 jours, soit environ trois semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A, 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 54 200 à fin juin 2018, en hausse de +2.7% sur un an.

95 700 DELD
(≥ 1 an)
+ 10.3% sur un an

50 400 DETLD
(≥ 2 ans)
+ 6.9% sur un an

54 200 DE en ICT3
+ 2.7% sur un an

ICDC 386 jours
- 23 jours sur un an

EN SAVOIR PLUS

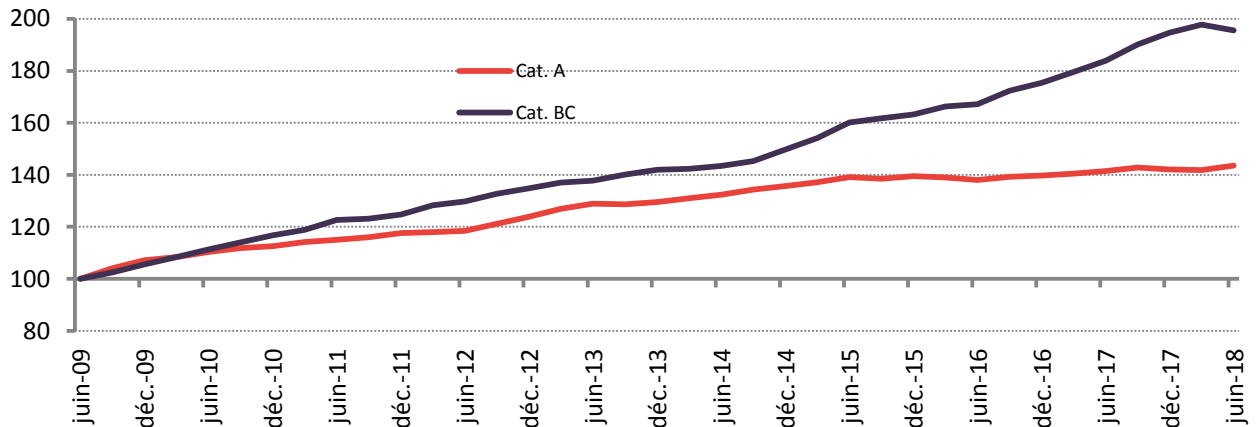
- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage \(ICDC\) de Pôle emploi](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

Les mutations du marché du travail

À partir de fin 2014, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) augmente tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilise. En effet, le nombre de DEFM catégories B et C a doublé en neuf ans. Ce qui montre une forme de précarisation du marché du travail, illustrée par une activité réduite subie [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2018 - juin 2009) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source: Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Sur le passé récent, l'analyse de la bascule de catégorie entre décembre 2017 et juin 2018 confirme cette mutation : d'une part, parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont aucune activité), 14% sont en activité réduite et 24% sont sortis de la liste à fin juin 2018. D'autre part, parmi les inscrits en catégories B et C (ceux qui travaillent), 55% exercent toujours une activité et 22% sont sortis de la liste des demandeurs d'emploi à fin juin 2018.

Le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées par les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 9].

Tableau 9

Profil des demandeurs en reprise d'emploi au sens de l'ICT 1

Bouches-du-Rhône	ICT1	Poids
Reprise d'emploi déclarée	2 743	8%
Passage en C	9 777	28%
Passage en E	56	0%
AFPR / POE	364	1%
DPAE durable	12 567	35%
DPAE non durable	10 011	28%
Total	35 519	100%

EN SAVOIR PLUS

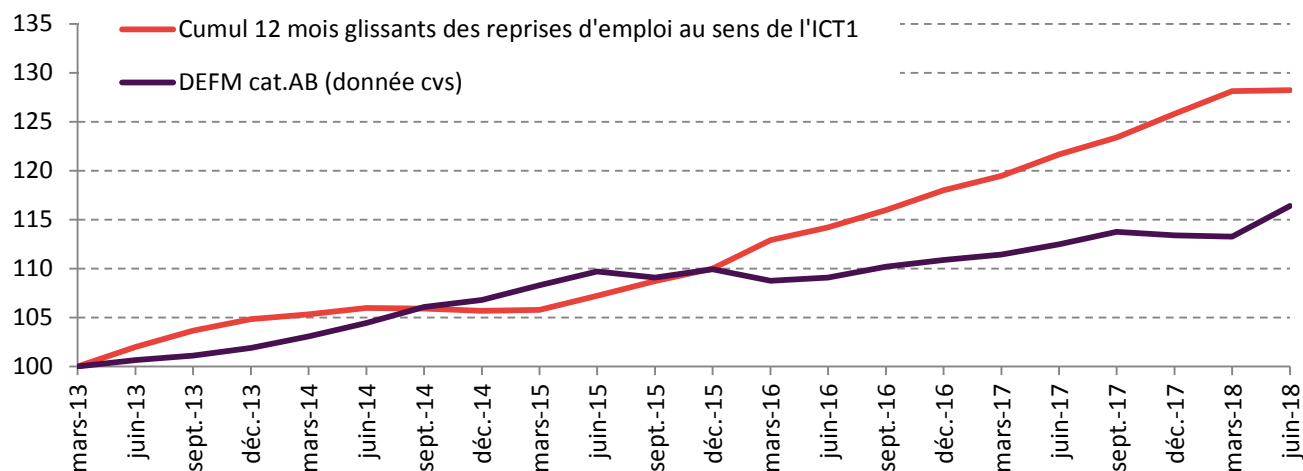
- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur \(Pôle emploi\)](#)



Depuis début 2016, la demande d'emploi cat. AB évolue peu tandis que le nombre de reprises d'emploi estimé augmente de façon linéaire pour se stabiliser sur le premier semestre 2018 [cf. Graphique 13].

Graphique 13

Évolution du cumul 12 mois glissants des reprises d'emploi et du nombre de DEFM Cat. AB (indice base 100)



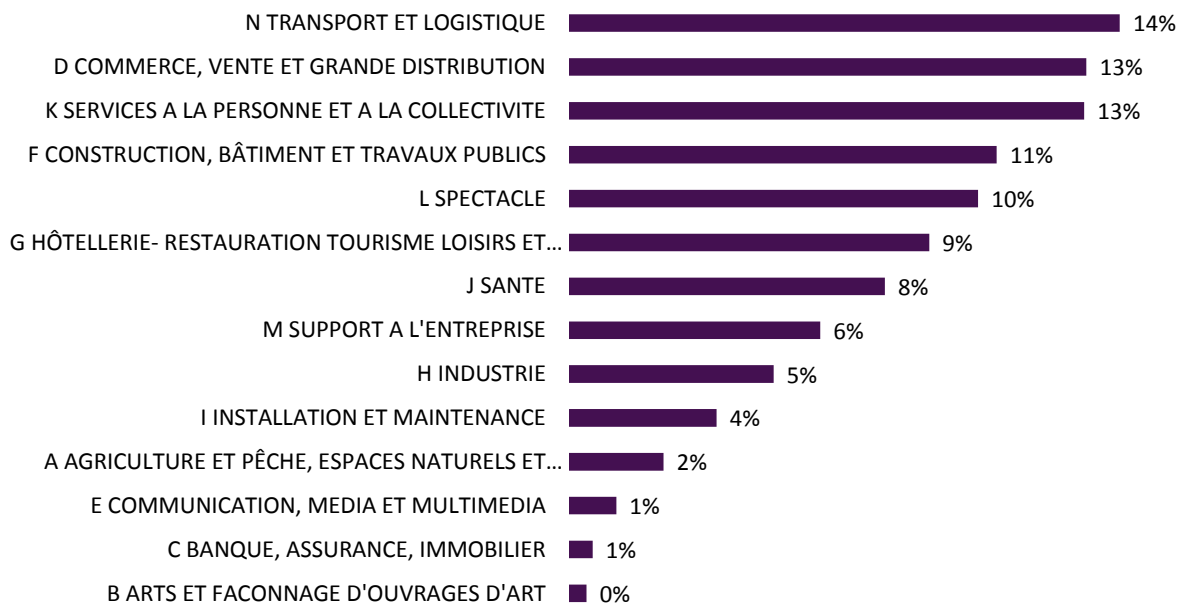
L'indicateur « ICT4 » de la convention tripartite de Pôle emploi évalue l'effet de la formation sur la reprise d'emploi des personnes inscrites à Pôle emploi. 55% des demandeurs d'emploi sortis de formation en 2017 ont repris un emploi d'une durée supérieure à un mois, six mois après la fin de la formation tandis que 31% ont repris un emploi durable.

L'employabilité des demandeurs d'emploi selon le domaine recherché

Parmi les embauches de demandeurs d'emploi au cours du 1^{er} semestre 2018, 14% concernaient des demandeurs d'emploi qui recherchaient un poste dans le transport et logistique. À noter que le métier exercé est inconnu de nos services [cf. Graphique 14].

Graphique 14

Répartition des DPAE au bénéfice de demandeurs d'emploi, selon leur domaine recherché au 1^{er} semestre 2018

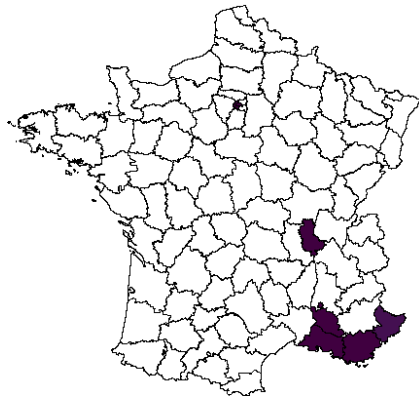


Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la DPAE et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi, inscrits à fin décembre 2017, ont repris une activité au cours du 1^{er} semestre 2018. 79% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans leur département de résidence. Pour les autres, ils se dirigent vers Paris, puis vers les départements du Vaucluse, du Var, du Rhône et des Alpes-Maritimes. Les demandeurs d'emploi du département sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi des Bouches-du-Rhône [cf. **Tableau 10**].

Tableau 10

Département de travail (localisation de la DPAE 2018) des DEFM inscrits dans les Bouches-du-Rhône à fin décembre 2017



Département de travail (>1%)	
Bouches-du-Rhône	79%
Paris	3%
Vaucluse	2%
Var	2%
Rhône	1%
Alpes-Maritimes	1%

Source: Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Aide à la lecture :

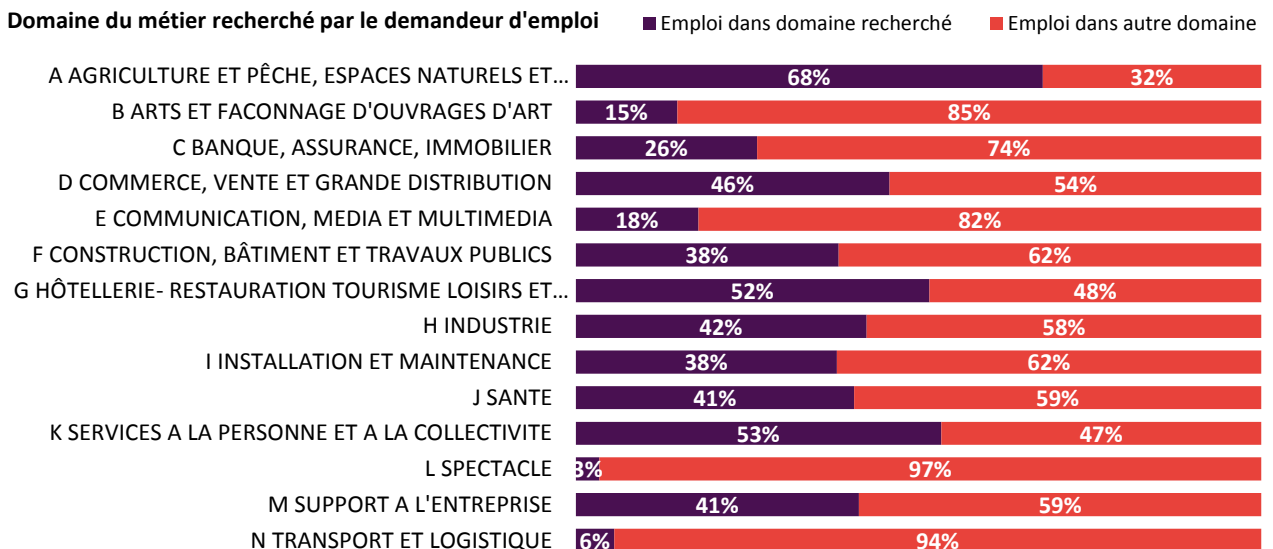
3% des demandeurs d'emploi résidant dans les Bouches-du-Rhône à fin décembre 2017 ont trouvé un emploi à Paris au cours du 1^{er} semestre 2018.

Les mobilités professionnelles des demandeurs d'emploi

L'observation du métier, par le biais du placement en emploi d'un demandeur d'emploi et de l'offre d'emploi enregistrée à Pôle emploi, indique s'il exerce dans le domaine où il recherchait un emploi. Par exemple, les demandeurs d'emploi qui recherchent un poste dans les services à la personne et à la collectivité ont été placés en emploi dans ce domaine dans 53% des cas [cf. **Graphique 15**].

Graphique 15

Comparaison du métier recherché avec le métier retrouvé par les DEFM inscrits dans les Bouches-du-Rhône à fin décembre 2017



Source: Pôle emploi, SISF, STMT

En résumé...

Entre 1962 et 1999, le département a connu un fort essor démographique. En ralentissement depuis, l'évolution de la population n'est stimulée, selon le dernier recensement 2010-2015, que par les écarts entre les naissances et les décès. Le dynamisme démographique n'est plus un marqueur de la région. Avec un taux de variation annuel de la population de +0.4% et sans migration résidentielle ou professionnelle, cela peut indiquer une faible attractivité du département. Les Bouches-du-Rhône restent le troisième département le plus peuplé de France, après le Nord (59) et Paris (75). La population se caractérise par sa jeunesse : une personne sur deux a moins de 40 ans.

La spécificité de l'emploi présentiel dans les Bouches-du-Rhône (73%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. C'est pourquoi les secteurs de l'hébergement restauration et du commerce sont toujours créateurs d'emploi. L'emploi industriel est davantage présent qu'au niveau régional (10 % des emplois contre 8 %). Quelques grands établissements sont en effet installés dans le département, comme Airbus Helicopters, STMicroelectronics et ArcelorMittal. La part d'emplois industriels est toutefois nettement inférieure à celle de la France métropolitaine (16 %). Par ailleurs, la réponse de Pôle emploi aux besoins exprimés par les employeurs lors de l'enquête Besoin en Main d'œuvre 2017 des emplois saisonniers doit être coordonnée, et notamment dans l'hébergement restauration (50% de projets saisonniers).

Avec un taux de chômage de 11% au 2^e trimestre 2018, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi ; au sein du département, 46% des foyers fiscaux ne sont pas imposés. Le manque de ressource peut aller jusqu'à la pauvreté : 19% des habitants des Bouches-du-Rhône, soit plus d'une personne sur six, vivent sous le seuil de pauvreté, 366 000 personnes vivent avec moins de 990 euros par mois. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 19% dans le département et un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Malgré une baisse annuelle du taux de chômage le contexte économique et social reste fragile.

Manque de ressources, part plus importante de bénéficiaires de minimas sociaux ou de familles monoparentales sont autant de freins au retour à l'emploi pour une population relativement peu mobile : seuls 18% des demandeurs d'emploi sont favorables à une mobilité géographique de plus d'une heure. 79% des demandeurs d'emploi qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans les Bouches-du-Rhône. La mobilité est le frein périphérique fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi comme problématique de retour à l'emploi au sein du département. Le retour à l'emploi peut être favorisé par une mobilité professionnelle.

Avertissements et définitions

Emploi salarié INSEE/ACOSS/DARES

Jusqu'à présent, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand (hors agriculture et activité des particuliers employeurs en France métropolitaine). À partir de la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

Métiers en tension au sens Pôle emploi / DARES

Un métier en tension est un déséquilibre constaté entre offres et demandes d'emploi à travers les données collectées par Pôle emploi à différents niveaux géographiques (national, régional, infra régional). Cette première liste est établie en utilisant deux indicateurs (définis par métier) :

- $T = \frac{3}{4} [OEE / DEE] + \frac{1}{4} [OEE/DEFM]$
- $D = \text{Projets difficiles} / \text{Projets de recrutement}$

Le premier indicateur est une variante de l'indicateur de tensions Pôle emploi / DARES : au ratio des offres déposées (OEE) sur les demandeurs d'emploi entrés (DEE) (indicateur de tension traditionnel, qui a une pondération de $\frac{3}{4}$) est ajouté, avec une pondération de $\frac{1}{4}$, le ratio des offres déposées sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (DEFM). Le deuxième indicateur, sur les difficultés de recrutement, est issu de l'enquête BMO.

Un métier est considéré en « tension » si l'ensemble des conditions suivantes sont remplies :

- $T > 0,3$;
- $D > 20\%$;
- $T > 0,75$ ou $D > 60\%$
- $OEE > \text{seuil}$

Statistique trimestrielle du Marché du Travail (STMT)

Depuis 2018, la publication commune DARES-Pôle emploi est **trimestrielle**. Elle présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre corrigé des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielle de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter.

Méthodologie

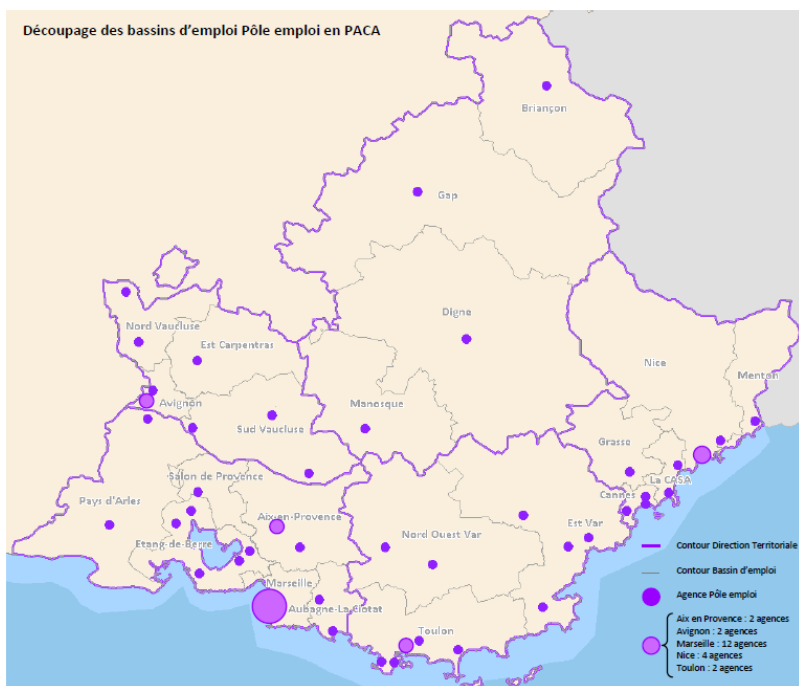
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence Alpes Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix en Provence, Aubagne-La Ciotat, Etang de Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation : Thierry Lançon
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte-D'Azur
34 rue Alfred Curtel
13010 Marseille

www.pole-emploi.org



Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

